

La Sociale

Feuille mensuelle du Groupe de la
Métropole lilloise de la Fédération Anarchiste

Décembre 2003

LILLE 2000 CLAQUES...

10 rue de la République - 59000 Lille - Tél. 03 20 39 11 11 - Fax 03 20 39 11 12 - Courriel : lille@cybertaria.org - www.lille2004.com

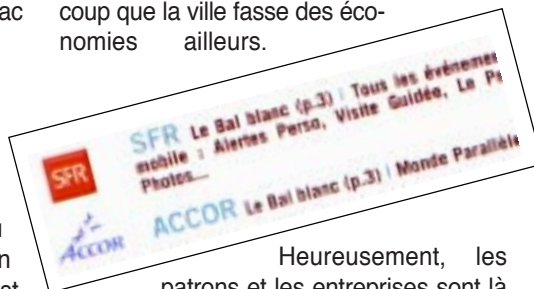
Tagadatsointsoin ! Ouverture de rideau, le grand cirque « Lille 2004, capitale européenne de la culture » est lancé. Flonflons, bals et arches ouvrent cette vaste opération marketing d'une culture prémâchée. Après avoir eu le TGV et Euraille, la ville a raté les JO mais elle aura LA CULTURE. On va enfin pouvoir entendre gueuler sur toutes les ondes que la région martyre de la crise industrielle renaît de ses cendres ! On avait déjà remarqué que le Nord-Pas-de-Calais devenait tendance : le MEDEF était à Douai pour vendre sa soupe sur l'éducation, Chirac paraissait dans les rues de Valenciennes et Ferry venait causer réformes dans la fac pilote de la même ville.

Faites la fête ou sinon...

Qu'est-ce qu'on va se marrer cette année ! Des arbres à l'envers, la gare toute rose, de quoi lever les yeux pour ne pas regarder par terre. Il a fallu sacrément préparer le terrain pour en arriver à cette apogée. Mais la ville est prête : Wazemmes est nettoyé de ses pauvres, la rue Faidherbe est toute neuve, l'arrêté anti-alcool a permis de virer les SDF du centre-ville, l'affreuse barre grise est tombée et ses 839 locataires éparpillé-e-s... A nous les touristes du monde entier ! Et tout ça grâce à l'esprit de solidarité des gens du Nord, comme le martèle à l'envi notre bonne maire. Parce que Lille 2004, ce n'est pas seulement la Culture, c'est aussi et surtout la solidarité, c'est la fête, c'est carrément « un nouvel art de vivre ensemble », comme titrait le journal paroissial. Mieux vivre ensemble, c'était aussi l'intitulé du débat au Forum des Locataires de L.M.H. (Lille Métropole Habitat) : à la tribune, un commissaire, un

procureur et le chef des agents d'ambiance. Tout de suite, on comprend mieux ce que veut dire mieux vivre ensemble, et on se dépêche d'aller faire la fête de peur de se faire remarquer, puisque c'est la fête de tous les Lillois, nous dit-on.

Il paraît aussi que c'est gratuit, Lille 2004. Enfin pas tout quand même. Culture populiste d'accord, mais culture populaire, il ne faudrait pas exagérer. Alors on a tout un tas de spectacles à 22 euros pour que l'élite puisse rester tranquille. Pour les autres, on a quand même trouvé des sous : 70 millions d'euros d'investissement et 74 millions pour le fonctionnement. Evidemment, il a fallu du coup que la ville fasse des économies ailleurs.



Heureusement, les patrons et les entreprises sont là pour financer et choisir la culture du peuple. Celles-ci ont apporté plus de 10 millions d'euros, non seulement en échange de l'omniprésence de leurs logos partout où on peut les caser, mais aussi parce que cette opération de mécénat finance « de véritables accompagnements de projets représentatifs des valeurs et des savoirs faire des entreprises »¹. On commence à saisir le sens du mot « culture », qui ressemble de plus en plus à « publicité » et à « marketing ».

Démocratie participative : la bonne blague

Evidemment, la « culture par tous et pour tous », ça exige que les gens aient leur mot

à dire. On se souviendra longtemps des Ateliers Urbains de Proximité dans lesquels Martine Aubry invitait ses ouailles à prendre sa place (« Moins on sera présents plus on sera contents », répétait-elle) pour définir collectivement le fonctionnement des Maisons-Folie. La belle idée ! Seulement, dès que les participant-e-s aux ateliers ont eu des idées un peu imprévues, exit la démocratie participative, voilà le clientélisme. Et vas-y que j'annule le ateliers pour cause de « problèmes » (!), que j't'invite dans mon bureau pour qu'on en discute, que j'donne ceci à celui-ci et que j'te place celui-là à cet endroit².

De toute façon, que pouvait-on attendre d'un événement culturel organisé par la bande à Bonduelle du Comité Grand Lille, dont les promoteurs ne parlent que d'image de marque et de retombées économiques. De la culture, sûrement pas, du business par contre... La culture n'a pas besoin du patronat pour exister, les intermittent-e-s du spectacle en savent quelque chose. Gageons qu'en compagnie des ancien-ne-s salarié-e-s d'Altadis, de Stein-Alsthom, de Lever, des Peignages de la Tossée, des sans-emploi, des sans-papier-e-s et de tou-te-s les révolté-e-s, ils et elles sauront empêcher l'Etat et les patrons de profiter pleinement de Lille 2004 !

A la culture d'élites, répondons par la culture des luttes !

¹ Intervention de Martine Aubry lors de la réouverture de l'Opéra le 28/04/03.

² Si ! Certain-e-s d'entre nous y assistaient !

Retrouvez-nous sur <http://lille.cybertaria.org>



NI ÉCOLE DE FLICS NI ÉCOLE DE PATRONS ! DÉMOCRATIE DIRECTE, AUTOGESTION !

Depuis longtemps nos dirigeants rêvent de faire de l'argent avec le savoir. C'est même l'objet principal des réformes de l'université engagées depuis quelques années. Dès 92, le traité de Maastricht stipulait : « Une université ouverte est une entreprise industrielle (...) Cette entreprise doit vendre ses produits sur le marché de l'enseignement continu que régit la loi de l'offre et de la demande. »

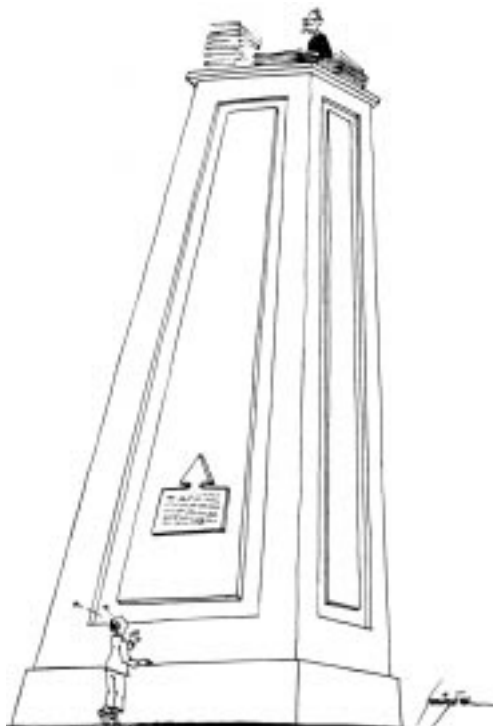
En 97, le ministre socialiste Claude Allègre, fasciné par le modèle américain, lançait son plan U3M, qui ouvrait la voie à la mainmise du MEDEF sur le contenu des enseignements. Lang a enchaîné sous prétexte d'« harmonisation » des diplômes au niveau européen (réforme LMD). Une réforme reprise par son dauphin Luc Ferry, agrémentée d'une remise en cause supplémentaire du service public à travers le triptyque « décentralisation - régionalisation - autonomie » : le projet de « loi de modernisation » des universités.

Quelle(s) réforme(s) ?

Fin des DEUG et maîtrises (reconnus dans les conventions collectives, ils garantissent un certain niveau de salaire à la sortie de la formation), renforcement de la sélection, suppression d'acquis comme les sessions de rattrapage ou la compensation des points, réduction des temps d'enseignement, mise en concurrence des contenus d'enseignement entre les facs... Dans tous les pays européens où elle s'applique, la réforme LMD/ECTS répond aux mêmes impératifs économiques : ceux du patronat. Et cette « mobilité européenne » tant vantée par le ministère, les étudiant-e-s la paieront au prix fort, tant en termes financiers qu'en termes de valeur des formations. Mais avec la « loi de modernisation » de l'université, collectivités et patronat locaux pèseront enfin de tout leur poids dans la définition du contenu des diplômes, tandis que la gestion décentralisée des universités selon les critères en vogue (précarité et flexibilité) permettra de faire du savoir une marchandise rentable.

De l'autogestion de la lutte...

Echaudé en mai-juin 2003, le gouvernement C-R-S avait repoussé cette dernière réforme à la rentrée. Aujourd'hui il la reporte à nouveau, le temps d'asseoir la réforme LMD/ECTS. Depuis fin novembre à Lille, la riposte s'organise, avec des pratiques encourageantes et d'autres plus critiquables. L'organisation du mouvement sur Lille repose surtout sur l'AG des étudiant-e-s, qui lutte en essayant de mettre en place des pra-



tiques autogestionnaires : indépendance vis-à-vis des syndicats, décisions collectives, mandats révocables, commissions de travail.

C'est encourageant. Mais nous ne pouvons que souligner les limites actuelles du mouvement :

- En posant la question de l'engagement dans un mouvement autogéré : encore trop d'étudiant-e-s cèdent à la tentation de se laisser diriger par certains « leaders » qui ne rechignent pas à endosser ce rôle. Si la pratique autogestionnaire permet aux étudiant-e-s en lutte de décider et d'être acteur et actrices de leur combat, elle doit faire l'objet d'un apprentissage.

- En s'interrogeant sur la contradiction entre libre association et intérêts de clans : avec les élections universitaires et les régionales en ligne de mire, la « lutte électorale » est toujours sous-jacente pour les militant-e-s des syndicats qui y prennent part ou qui servent de courroie de transmission aux partis de gouvernement.

- En soulignant que les AG souveraines ne sont pas des pratiques faciles à mettre en place. La lutte qui repose sur des principes de démocratie directe suppose un accord sur l'emploi des mots utilisés. Mandater une personne ne signifie pas voter pour une délégation avec principe de confiance, mais bien s'interroger ou débattre sur la nature même de ces mandats. Il ne s'agit pas de donner un blanc-seing à une personne mais de fixer collectivement un contenu technique, donc poli-

EN BREF



★ **Malgré les premières déclarations du maire UMP, le conseil municipal de Douai a finalement adopté à l'unanimité une motion rejetant l'appel à l'instauration de citoyens-relais lancé par le commissaire Jacky Maréchal. Ce projet invitait les habitant-e-s du Douaisis, arrondissement urbain qui enregistre le taux de criminalité le plus bas de France, à contacter les services de police pour dénoncer leurs voisin-e-s à la moindre « incivilité » constatée.**

★ **Le 15/11 à Paris, en marge du Forum Social Libertaire, a eu lieu une manif anti-carcérale devant la prison de la santé : au programme, feux d'artifice et échange de slogans avec les taulards... et tout le monde (plus de 250 personnes) au poste. Touchez à la prison, vous vous attaquez aux fondements de l'Etat !**

★ **Jeudi 27 novembre, un rassemblement anti-fasciste a eu lieu à Lille devant la mairie pour s'opposer à un rassemblement à l'initiative notamment des cathos-fachos de l'AGRIF et des Jeunesses Identitaires. Ces groupes fascistes protestaient contre la venue de Sniper, groupe de rap qu'ils accusent (avec la bénédiction de Sarkozy) de racisme anti-français.**

★ **Gloire aux camarades sans-papier-e-s ! Le jour de la procession de l'immaculée conception, 200 sans-papier-e-s et soutiens ont occupé à Paris l'église Saint-Nicolas du Chardonnet pendant quelques heures. Cette église est pourtant occupée illégalement par les intégristes catholiques de la fraternité Saint-Pie X depuis 1977. Aucun gouvernement n'avait jamais songé à les en expulser depuis.**

★ **Trois CRS du Val d'Oise** sont inculpés pour viol en réunion commis par une personne abusant de l'autorité. Les victimes sont des prostituées étrangères. Même la police des polices affirme que ce cas est loin d'être isolé, ce qui n'étonne franchement personne. C'est sans doute pour ça que la loi Sarkozy punit de prison le « raccolage passif ».

★ **Pour la deuxième fois** en un an, des parlementaires ont tenté de remettre en cause le libre droit à l'avortement avec l'invention du délit d'interruption involontaire de grossesse, premier pas vers l'assimilation du statut légal du fœtus à celui d'être humain à naître. La première fois, c'était à l'occasion d'une loi sur la « délinquance routière ». Cette fois-ci, c'est à l'occasion d'une loi sur les « nouvelles formes de criminalité ». Dans le même temps, des opposant-e-s à l'IVG attaquent la France devant la Cour européenne des Droits de l'Homme... Les réseaux du Vatican sont à l'œuvre. Organisons la riposte !

★ **Après les buralistes et les chauffeurs de taxi**, c'était au tour des employé-e-s du ministère des affaires étrangères de se mettre en grève le 1er décembre. Poujadistes et barbouzes de tout poil, unissez-vous !

Chaque vendredi à 19h, écoutez **la Voix sans Maître**, l'émission du CCL et de la FA sur Radio Campus (106,6 mhz).

Au programme :

- 1er ven. du mois : émission consacrée à la prison, animée par le collectif La Brèche.
- 3e ven. : les infos anti-patriarcales
- 4e ven. du mois : les infos anti-fascistes

Et toutes les semaines, l'actualité politique et sociale vue par des anarchistes !

tique, aux mandats. On passe en toute logique au mandat impératif, par nature indépassable et empêchant toute dérive.

• En mettant en question les problèmes d'unité d'action et des actions autonomes. Dans quelle mesure l'action d'un groupe va-t-elle à l'encontre du mouvement ? Le préalable indispensable est dans le débat au sein de l'AG. Mais si un vote ou un consensus n'est pas trouvé, qu'est-ce qui empêche un groupe d'agir sur une action précise, en revendiquant cette action en son nom et non pour l'AG ? Si cette action ne va pas à l'encontre du collectif et ne le met pas en danger, où est le problème ? Tout cela pose les questions d'une AG comme instance exécutive, mais aussi la position de consensus sur la stratégie de l'AG quant à ses modes d'actions.

• Enfin, si ce mouvement veut vivre, les étudiant-e-s doivent-ils rester sur des revendications corporatistes ? Les projets de réformes participent d'un projet de société clairement affiché par les derniers gouvernements au pouvoir : précarisation des conditions de vie, individualisation toujours plus forcée, marchandisation des services publics, soumission de classe aux intérêts patronaux, hiérarchisation plus forte des relations humaines, autoritarisme des décisions... La réponse est difficile à trouver : comment expliquer par exemple que le débat sur les caméras de vidéo-surveillance à la fac soit systématiquement rejeté ?

Si la lutte actuelle en réaction à l'attaque libérale que représente le LMD est estimable, il n'est pas question pour autant de

défendre le système universitaire actuel : la réforme qui se met en place n'est pas révolutionnaire, mais amplifie ce qui est déjà en place : reproduction sociale accrue, renforcement des inégalités...

... à l'autogestion de nos formations et de nos vies

Sous couvert de défendre le cadrage national des diplômes en refusant « l'autonomie » des universités à la sauce Raffarin, ne peut-on envisager comme seule solution qu'un modèle au mieux social-démocrate, au pire stalinien, qui confie aux bureaucrates des ministères le soin de veiller sur notre avenir ? Doit-on pour autant rendre toujours plus légitime la place de l'Etat dans l'éducation ? Car c'est bien l'Etat l'initiateur de ces attaques. C'est bien l'Etat qui légitime les inégalités sociales « fondées sur l'utilité commune » (DDHC).

Il est temps de poser la question de l'autogestion, qui est aussi celle de l'égalité économique et sociale des personnels, comme des étudiant-e-s. Sans elle, la démocratie directe n'est qu'une fiction au service du « nouveau capitalisme ». C'est aussi celle de l'égal accès à l'éducation, de la fin des hiérarchies basées sur le savoir et de la prise en main collective de leur formation par les étudiant-e-s : cela n'a rien à voir avec les instances représentatives des universités (CA, CEVU...), simples caisses d'enregistrement des décisions hiérarchiques des ministères.

(SUITE DE LA P.4) QUEEN MARY II VIVEMENT LE NAUFRAGE

salarié-e-s se mettent en grève pour obtenir les salaires impayés et le remboursement de la caution de 600 euros qu'ils ont dû payer pour venir travailler en France. Après plusieurs jours de grève, ils et elles obtiennent 3200 euros de la main à la main « en acompte sur l'ensemble des sommes dues ».

La construction du Queen Mary II, le plus grand bateau civil jamais construit, est une illustration de la mondialisation capitaliste et d'une forme d'esclavage moderne : des travailleurs pauvres des pays de l'Est et du Sud construisent un bateau qui profitera pour l'essentiel à des personnes riches des pays du Nord.

Quand on voit comment Alstom et sa horde de sous-traitants traitent leurs employé-e-s, on ne s'étonne plus vraiment, ni du peu d'attention portée à l'installation de cette passerelle, ni de la précipitation dans laquelle cette installation est survenue. Il n'aurait quand même pas fallu que cette vulgaire passerelle, destinée aux familles des employé-e-s

des chantiers en visite le week-end, coûte trop cher. Comment imaginer que les dirigeant-e-s de ces sociétés qui traitent tous les jours de la semaine leurs employé-e-s comme de la merde, agissent autrement le week-end ? L'affaire est désormais dans les mains de la justice bourgeoise et autres experts en assurance. Nul doute qu'ils trouveront une explication, un regrettable accident que personne ne pouvait prévoir, ou désigneront un coupable si ça les arrange, l'installateur de la passerelle, un sous-traitant en faillite. Nul doute aussi que les dirigeant-e-s d'Alstom et consorts pourront continuer leur entreprise d'exploitation tranquille. Au lendemain de l'accident, ils n'ont d'ailleurs pas hésité à annoncer que la journée de deuil observée sur le chantier, sera retenue sur le salaire des employé-e-s. Nul doute aussi que les ventripotent-e-s bourgeois-es qui embarqueront sur le QM2, auront droit à une passerelle plus solide.

QUEEN MARY II VIVEMENT LE NAUFRAGE !

Le 15 novembre dernier, la chute d'une passerelle d'accès au Queen Mary 2 (QM2) a entraîné la mort de 15 personnes et blessé 28 autres. Les victimes sont des membres de familles de salarié-e-s des Chantiers de l'Atlantique venu-e-s visiter le paquebot, ainsi que des employé-e-s d'une entreprise de nettoyage.

La passerelle incriminée avait été installée la veille en remplacement d'une autre jugée trop étroite. Le choc émotionnel secoue toute la ville, du moins c'est ce qu'on veut nous faire croire. Car tout est rapidement entrepris pour faire passer la pilule. Le maire de Saint-Nazaire (Batteux, MDC), après s'être montré en pleurs à la télé, s'empresse de relativiser l'affaire en adressant une lettre ouverte

à la presse dans laquelle il demande de ne pas « accabler » la construction navale, soulignant que les Chantiers « sont l'outil de travail et parfois la raison d'être de plusieurs dizaines de milliers de personnes ». Ouest-France n'en demandait pas tant. Le procureur, après avoir annoncé qu'il n'avait « pas de version définitive du déroulement des faits », s'empresse de préciser que les éléments de la passerelle effondrée restés au fond de la cale sèche devront être déplacés au plus vite « pour permettre la reprise de la construction du navire ».

Les intérêts des victimes passeront donc derrière l'impérieuse nécessité de finir le paquebot à temps. Il ne faudrait quand même pas que le baptême du navire par Elizabeth II, prévu le 8 janvier, soit retardé pour une malheureuse chute de passerelle.

Difficile quand même de fermer sa gueule quand on connaît les conditions dans lesquelles se déroule ce fameux chantier du QM2. Alstom Marine a mis en place un système que ses dirigeant-e-s qualifient eux-mêmes de « montage exotique » (c'est peu dire du fond colonialiste et raciste qui les anime).

Les principes en sont simples : disséminer les travailleurs-euses au sein de multiples sous-traitants (plus de 800) afin de pouvoir marchander les conditions de

Alstom Marine a mis en place un système que ses dirigeant-e-s qualifient eux-mêmes de « montage exotique »

travail et éviter la composition d'un véritable corps social ; recourir à des salarié-e-s expatrié-e-s afin de diminuer le coût du travail (plusieurs nationalités font 60h par semaine) ; utiliser au maximum les contrats précaires et notamment le contrat de chantier qui consiste à précariser encore plus le salarié-e avec un contrat sans terme précis ni indemnité de précarité, le patron pouvant s'en défaire comme bon lui semble.

Côté conditions de travail, les chiffres parlent d'eux-mêmes : 19 650 passages à l'infirmerie en 2001, deux morts en 2000. En août dernier, près de 500 (Suite p.3)



EN BREF



★ Depuis plus d'un mois, les enseignant-e-s algérien-ne-s sont en grève massive pour la revalorisation de leur salaire et la reconnaissance de deux syndicats non inféodés. La clique militaro-capitaliste au pouvoir répond par la menace de radiation pour fait de grève. Raffarin, avec son service minimum, a encore des leçons à prendre à l'heure de l'année de l'Algérie.

★ Pendant la manif étudiante du mercredi 3 décembre, deux étudiants sont emmenés par la bac au poste 1h30 sur demande d'une jeune inspectrice. Motif officiel : jet d'objets sur la voie publique (traduire : jet d'œufs sur le medef). Motif réel et avoué par la jeune inspectrice zélée : vexée d'avoir dû laver son blouson taché d'œufs en mai-juin 2003, elle s'était jurée d'avoir sa revanche... Répression syndicale, vengeance policière, même combat...



★ Pas d'anar quatre heures ce mois-ci, fêtes de fin d'années obligent.

★ Manif nationale anti-nucléaire. Contre l'adoption du programme de construction de centrales de nouvelle génération et pour l'arrêt immédiat du nucléaire civil et militaire. Le 17 janvier 2004 à Paris.



QUI SOMMES-NOUS ?



La Fédération anarchiste compte en France et en Belgique plus de 80 groupes organisés ensemble sur la base du fédéralisme libertaire dans le strict respect de l'autonomie des groupes.

Ses groupes s'expriment dans son hebdomadaire (*Le Monde libertaire*), des livres et brochures (les *Editions du Monde libertaire*), et en région parisienne sur sa propre radio (*Radio Libertaire-89.4*) qui existe depuis plus de 20 ans.

Plus d'infos sur le site : www.federation-anarchiste.org.

Vous pouvez rencontrer le groupe de la métropole lilloise :

- chaque dimanche : de 12h à 13h vente du *Monde libertaire* au marché de Wazemmes (Lille) ; de 10h30 à 12h en alternance aux marchés de l'Épeule (Roubaix) et de Croix .
- mercredi : 13h-14h, table de presse dans le Hall de l'Université de Lille III.
- vendredi : 20h-21h, écoutez *La Voix sans Maître*, émission du groupe et du Centre Culturel Libertaire sur Radio Campus-106,6.
- dernier dimanche de chaque mois : l'Anar Quatre Heures, un goûter-débat vidéo à 16h au CCL, 4, rue de Colmar à Lille.

Notre adresse : FA, c/o ALDIR, BP 79, 59370, Mons-en-Barœul.

Email : groupe-lille@federation-anarchiste.org.

Retrouvez-nous également sur <http://lille.cybertaria.org>.

Feuille d'information publiée par le Groupe de la Métropole lilloise de la FA. Envoi gratuit sur demande. Imprimée par nos soins.

Abonnement de soutien : 1 an -10 euros. Chèques à l'ordre de C.E.G.